Conseil d'Etat - Raad van
LEGISLATION
14 V
- 1 -
coordination (1)

MTL. L.5094/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 février 1956, d'une demande d'avis sur un projet de loi "déterminant, pour le calcul des pensions militaires d'ancienneté, la supputation des services accomplis pendant la guerre de 1940-1945", a donné le 9 avril 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e februari 1956 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot regeling van het aanrekenen, inzake militaire pensioenen wegens diensttijd, van de tijdens de oorlog 1940-1945 volbrachte diensten", heeft de 9 april 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet insère dans les lois sur les pensions militaires, coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, diverses dispositions ayant trait au calcul des pensions d'ancienneté des militaires ayant pris part à la guerre de 1940-1945.

Ces nouvelles dispositions sont de trois ordres :

- les articles 2, 5 et 6 ont trait aux services effectués durant la guerre et à leur mode de supputation dans le calcul des pensions d'ancienneté;
- l'article 3 modifie l'article 45 qui, tel qu'il a été inséré dans les lois coordonnées par la loi du 9 juillet 1951, a trait à la révision des pensions d'ancienneté des militaires qui ont presté de nouveaux services pendant la guerre;
- les articles 1er et 4 traitent de cas particuliers.

\+

\+ \+

Comme toutes les dispositions du projet ont trait à l'incidence de la guerre de 1940-1945 sur les pensions d'ancienneté, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de les grouper sous un nouveau titre VI qui viendrait compléter les lois existantes.

Disperser ces dispositions dans divers titres des lois coordonnées ne permettra que difficilement de se rendre compte de la situation exacte qui est faite aux militaires intéressés.

.../...

En proposant de rassembler les textes relatifs à la guerre de 1940-1945 en un même endroit, le Conseil d'Etat pense non seulement pallier cet inconvénient, mais également faciliter la future coordination des lois relatives aux pensions militaires dont l'article 4 de la loi du 9 juillet 1951 a confié l'élaboration au Roi.

\+

\+ \+

En insérant, par son article 4, un article 46 dans les lois coordonnées, le projet perd de vue que l'article 46 originaire n'a pas été abrogé entièrement par la loi du 9 juillet 1951. Celle-ci en a maintenu le littera f .

Cette dernière disposition ayant trait à des cas particuliers résultant de la guerre de 1914-1918, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de la maintenir seule dans l'article 46; l'article 4 du projet devrait trouver sa place au titre VI comme article 71, § 2.

Cet article 4 a repris, pour la guerre 1940-1945, une disposition qui, dans un texte similaire, a été applicable aux situations nées de la guerre de 1914-1918 (article 46, b, des lois coordonnées, modifié par la loi du 29 juillet 1926 et abrogé par la loi du 9 juillet 1951).

.../...

Le texte vise le militaire pensionné qui, entre le 25 août 1939 et le 14 juin 1949, a été réintégré dans les cadres actifs "soit à la suite d'un rengagement, soit en vertu d'un arrêté royal". Suivant les explications données au Conseil d'Etat, cette énumération ne peut être considérée comme limitative; il est, en effet, possible que des réintégrations dans les cadres actifs aient été prononcées par décision ministérielle. Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, de supprimer le membre de phrase qui énumère d'une manière incomplète les divers modes de réintégration.

\+

\+ +

Suivant l'article 2 du projet, "est compté comme service effectif, le temps pendant lequel le militaire résidant en Belgique occupée au cours de la guerre de 1940-1945 a effectivement perçu un traitement, une solde, un salaire ou une avance sur traitement ou salaire ainsi que le temps pendant lequel il était autorisé à exercer temporairement une activité lucrative privée".

De son côté, l'article 5 du projet énumère les périodes de service effectif qui seront comptées double dans le calcul de la pension militaire, et l'article 6 organise leur mode de supputation.

Le régime organisé de cette manière pour la guerre de 1940-1945, est différent de celui qui est prévu par les lois coordonnées sur les pensions militaires.

.../...

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il importe, afin d'éviter les difficultés qui pourraient naître, que le projet déclare inapplicables à la guerre de 1940-1945 les articles des lois coordonnées qui traitent, d'une manière générale, de la même question, c'est-à-dire : l'article 51, alinéas 1er et 2, et l'article 52, alinéa 1er, modifié par la loi du 29 juillet 1926, qui sont remplacés pour la guerre de 1940-1945 par les articles 2 et 5, §§ 1er et 3, du projet; l'article 53 qui est remplacé pour la guerre de 1940-1945 par l'article 6 du projet; l'article 55 qui est remplacé pour la guerre de 1940-1945 par l'article 5, § 2, du projet.

\+

\+ \+

L'article 5 du projet énumère les services prestés durant la guerre de 1940-1945 dont la durée sera portée au double, pour le calcul de la pension d'ancienneté.

L'énoncé des services qui sont pris en considération par le nouvel article 51 bis, à insérer dans les lois coordonnées, tantôt débute par les mots "pour les militaires", et tantôt ne comporte pas cette précision.

Ces mots constituent le rappel de ce que la loi a pour objet essentiel de fixer les modalités de calcul de la pension d'ancienneté des

.../...

militaires. Ce n'est,en effet,qu'indirectement et en vertu de dispositions spéciales de renvoi figurant dans d'autres lois que ces modalités pourront,le cas échéant,avoir une incidence sur le calcul d'autres pensions et en particulier sur les pensions prévues par la loi du 21 juillet 1844.

Ce rappel,qui n'est pas indispensable, doit ou bien être fait à chaque point de l'énumération,ou bien être partout omis.

Le manque d'harmonie que le projet accuse sur ce point risque de créer des difficultés en ce qu'il pourrait accréditer l'opinion que les prestations qui ne requièrent pas la qualité de militaire,ne sont prises en considération que si celui qui les accomplit a la qualité de militaire au moment même où il les accomplit. Ce danger est sérieux et important dans ses conséquences pour tous ceux notamment qui ont rejoint les forces belges en Grande-Bretagne et la force publique du Congo belge, et qui,au moment où ils ont entrepris de s'évader pour rejoindre,n'avaient pas encore la qualité de militaire.

Le Conseil d'Etat croit savoir qu'il a été mis en doute que les Belges qui s'étaient évadés et avaient rejoint la force publique du Congo belge d'ordre du Gouvernement aient jamais été militaires, au regard des lois belges.

Le 2° de cet article est rédigé comme suit :

"pour les militaires passés régulièrement en France : toutes les périodes comptées comme service effectif du 29 mai 1940 au 26 juin 1940; pour les militaires passés régulièrement en Grande-Bretagne : toutes les périodes de service effectif à partir du 29 mai 1940".

Selon les explications données au Conseil d'Etat, il n'existe pas de différence entre "les périodes comptées comme service effectif" et "les périodes de service effectif". Le Conseil d'Etat est d'avis qu'une terminologie uniforme doit être adoptée. Cette observation vaut également pour le 5° et le 6° du même article.

\+

\+ \+

Le 4° de cet article 5 fait compter double la période pendant laquelle les militaires sont reconnus prisonniers de guerre par application de la loi du 18 août 1947. A cette période sont notamment ajoutés six mois en faveur des évadés "qui ont été pris ou repris en force aux forces belges de Grande-Bretagne ou à la force publique du Congo belge avant le 6 juin 1944". Comme le projet entend accorder le bénéfice de cette disposition aux évadés qui ont pris du service, non seulement dans les forces belges de Grande-Bretagne, mais également dans les armes alliées dont il est question au 5°, le Conseil d'Etat propose de compléter le texte en ce sens.

Une période de six mois supplémentaires est également accordée aux évadés "qui, dans ce délai de

.../...

six mois, ont pris du service dans un service de renseignements et d'action, dans la résistance armée ou dans la résistance par la presse clandestine". Le Conseil d'Etat craint qu'en exigeant que l'entrée en service dans la résistance ait eu lieu dans le délai de six mois à partir de l'évasion, le projet ne puisse pas bénéficier aux évadés du début de la guerre.

A ce 4° est jointe une réserve : "le Ministre de la Défense nationale peut réduire la durée à compter double s'il estime que le comportement de l'intéressé a laissé à désirer".

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, cette réserve ne signifie nullement que le Ministre va, derechef, statuer sur le comportement de chaque prisonnier de guerre; elle tend à permettre de ne pas compter double les périodes de captivité que, à la suite du comportement de l'intéressé, le Ministre n'aurait pas admises pour accorder le bénéfice du statut de prisonnier de guerre en application de l'article 3 de la loi du 18 août 1947. Si tel est le sens qu'il faut donner à cette disposition, elle peut être omise puisqu'aux termes du 4° on ne compte double que la période "pendant laquelle ils sont reconnus comme prisonniers de guerre en application de la dite loi".

+

\+ +

.../...

Le 5° de l'article se réfère aux militaires ayant rejoint les forces belges en Grande-Bretagne et aux militaires qui, au cours des hostilités, ont été transférés sur les contrôles d'une armée alliée avec l'autorisation du Gouvernement belge.

Il ressort des renseignements donnés au Conseil d'Etat qu'est ainsi visé tout qui a été inscrit sur les contrôles des forces belges en Grande-Bretagne , en ce évidemment comprises la section belge de la Royal Air Force et la section belge de la Royal Navy, ainsi que sur les contrôles d'une force alliée, à la condition, dans ce dernier cas, que l'inscription ait eu lieu avec l'agrément du Gouvernement belge. L'autorisation n'ayant pas toujours pu être recueillie au préalable, il suffit que l'agrément soit intervenu ultérieurement.

\+

\+ \+

La disposition constituant l'8° de l'article règle la situation des membres du corps des agents des services de renseignements et d'action, ainsi que celle des auxiliaires de ces services.

Il n'est, toutefois, pris en considération, dans le chef des intéressés, que "le temps de leur participation à un service de renseignements et d'action". Cette manière de s'exprimer n'est pas tout à fait

.../...

adéquate parce qu'il a été conféré, durant la guerre, à des membres du corps, des missions spéciales isolées qui ne comportaient aucune participation à l'activité d'un service de renseignements et d'action déterminé. Elle n'englobe pas non plus le temps pendant lequel les agents ont été préparés à l'exécution de leur mission. Ces deux lacunes du texte concernent spécialement les agents qui ont pris le départ de Grande-Bretagne ou qui, postérieurement à la libération d'une partie du territoire, y ont subi l'entraînement.

Cet entraînement était souvent fort long, comme dans le cas des agents radiotélégraphistes et, dans la quasi-totalité des cas, périlleux puisqu'il impliquait presque toujours une formation accélérée et sommaire de parachutiste, ainsi qu'une initiation au maniement des armes et techniques particulières à l'activité clandestine.

Rien dans l'économie du projet n'indique, notamment par le règlement des autres situationsqu'il concerne, qu'il soit dans les intentions du Gouvernement d'exclure cette période d'entraînement du bénéfice du nouvel article 51bis.

Le corps des agents de renseignements et d'action forme d'ailleurs, en vertu de l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté-loi du 16 février 1946, une unité au sein de l'armée. Les agents civils qui y ont été nommés ont expressément acquis la qualité de militaire dès le jour de leur nomination, c'est-à-dire dès le jour où ils ont été chargés de leur mission.

.../...

Si ces agents ne bénéficiaient pas, au même titre que les agents originaires des forces, de l'article 51bis pour le temps passé à l'entraînement, il en résulterait, pour les membres du corps des agents des services de renseignements et d'action, une dualité de régime qui ne s'expliquerait que difficilement.

La disposition omet enfin de prévoir la valorisation du temps mis à gagner la Grande-Bretagne par les Belges qui ultérieurement s'engagèrent comme agents des services de renseignements et d'action. Si avant de passer dans le corps des agents de renseignements et d'action les intéressés avaient rejoint les forces belges , il n'y a sans doute aucune difficulté puisque le temps du voyage est alors valorisé de ce chef, mais il en va autrement si les intéressés n'ont pu rejoindre ces forces, par exemple pour des raisons d'âge ou d'aptitudes physiques. Ils ne pourraient, dans ce cas, bénéficier de la valorisation faute de texte.

A moins qu'il ne soit dans l'intention du Gouvernement d'écarter dans ce dernier cas la valorisation du voyage, le texte de la disposition 8° devrait, sur ce point, aussi être complété .

\+

\+ \+

.../...

Le 10° de cet article 5 fait compter double le temps de la détention comme prisonnier politique, "des militaires en activité de service ou assimilés".

Suivant l'exposé des motifs du projet cette disposition s'applique à tous les militaires de carrière. Il y aurait dès lors lieu de supprimer les mots "en activité de service"; sans cette modification, la disposition ne pourrait pas s'appliquer à des hypothèses comme celle du militaire en non-activité en raison de captivité et qui est interné dans un camp de prisonniers politiques; son application aux militaires restés en Belgique occupée et déportés comme prisonniers politiques serait également sujette à discussion.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il suffit de remplacer les mots "pour les militaires en activité de service" par les mots "pour les militaires de carrière" afin de répondre exactement aux intentions poursuivies.

En appliquant cette même disposition aux "assimilés", le projet manque de précision. Selon les explications données au Conseil d'Etat, le projet entend par "assimilés" les agents de renseignements et d'action, les résistants armés et les résistants par la presse clandestine. Le Conseil d'Etat propose de se référer aux 8° et 9° de l'article plutôt que d'employer une formule imprécise.

\+

\+ \+

.../...

Le Conseil d'Etat constate que le nouvel article 51bis à insérer dans les lois coordonnées ne couvre pas les services du personnel belge de la marine marchande ayant navigué durant la guerre sur des navires au service des alliés.

L'article 42 des lois coordonnées dispose "qu'un arrêté royal déterminera les militaires non mentionnés dans la première colonne des deux tarifs du tableau I, qui seront,au point de vue de la pension, assimilés aux différents grades cités dans ces colonnes". L'arrêté royal du 2 janvier 1924 qui a procédé à ces assimilations de grade prévoit,parmi les militaires pour lesquels il y a lieu de prévoir une telle assimilation,"les officiers de la marine marchande ayant navigué pendant la durée des hostilités pour le compte du département de la guerre".

S'il entrait dans les intentions du Gouvernement de considérer les services prestés durant la guerre de 1940-1945 dans la marine marchande au service des alliés comme des services militaires à l'instar de ce qui fut fait en 1914-1918, le projet devrait être complété. Le Conseil d'Etat observe qu'une telle disposition aurait également de l'importance en ce qui concerne l'application de l'article 6 B de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques,modifiée par la loi du 3 juin 1920.

Le projet ne fait pas non plus mention du personnel de la Mission militaire belge de liaison auprès du Haut-Commandement allié, instituée par l'arrêté des Ministres réunis en conseil du 20 juin 1944. Cette mission comportait une section composée

.../...

d'officiers de liaison militaire, une section constituée par la mission d'affaires civiles et une section composée des parquets militaires, des officiers attachés au haut commissariat à la sécurité de l'Etat, de l'administrateur de la sûreté de l'Etat et des officiers et agents de cette administration désignés à cette fin, ainsi que d'officiers de police judiciaire auxiliaires des parquets militaires pris dans le personnel de la gendarmerie.

Dans ce personnel il convient de distinguer les membres de la mission qui sont originaires des forces belges, d'une part, et les membres de la 2ème et de la 3ème section qui n'ont jamais appartenu à ces forces, d'autre part. La première catégorie rentre dans les prévisions du 5° du nouvel article 51 bis, mais il ne semble pas qu'on puisse inférer de leur appartenance à la Mission qu'il en est de même pour ceux de la seconde catégorie. Dès lors, si l'on veut éviter de consacrer une dualité de régime pour le personnel de la Mission, il importerait de régler la situation par un texte spécial.

A cet égard, il convient de signaler que l'article 7 de l'arrêté-loi du 3 février 1944 instituant le cadre des officiers conseillers d'affaires civiles a déjà rendu applicables aux conseillers d'affaires civiles les titres II, III et IV (2ème et 3ème sections) des lois coordonnées sur les pensions militaires, et que l'article 3 de l'arrêté des ministres réunis en conseil du 23 juin 1944 déterminant le rang qu'occuperont dans l'armée certains fonctionnaires et agents de l'administration de la sûreté de l'Etat, a rendu applicables à ces derniers, les lois coordonnées sur les pensions militaires, en leur entièreté.

L'application de l'article 6 B de la loi du 21 juillet 1844 modifiée par la loi du 3 juin 1920 pourrait ici également susciter des difficultés si le projet ne contenait pas une disposition expresse.

.../...

Le § 2 du projet d'article 51bis permet de compter double également la durée de l'hospitalisation et celle du congé de convalescence qui ont immédiatement suivi les services déterminés au paragraphe 1er, à la condition que l'hospitalisation et la convalescence soient causées par une affection, une infirmité ou une blessure contractée ou aggravée par le fait de ces services.

Pour répondre aux intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose de viser également la non-activité pour motif de santé qui est considérée comme une absence pour motif de santé par l'arrêté royal du 2 octobre 1950 relatif aux absences pour motif de santé des officiers et des militaires de carrière de rang subalterne.

\+

\+ \+

Pour être comptés double dans le calcul de la pension, les services doivent être compris dans l'énumération du projet d'article 51bis et avoir été prestés entre le 10 mai 1940 et le 30 septembre 1945. Suivant le projet d'article 53bis, les périodes de services à compter double seront totalisées et la fraction de mois sera comptée pour un mois; si le total des services effectués durant la guerre de 1914-1918 et ceux de la guerre de 1940-1945 contient une fraction d'année, cette fraction est arrondie à l'année ou au mois commencé, suivant qu'elle comporte ou non des services de la guerre de 1914-1918.

.../...

Ces deux projets d'articles 51bis et 53 bis établissent un système différent de celui prévu par les articles 51 et 53 des lois coordonnées.

Le Conseil d'Etat constate que l'article 45 inséré dans les lois coordonnées par la loi du 9 juillet 1951 et dont l'article 3 du projet modifie le liminaire, prévoit d'autres dispositions en ce qui concerne les militaires pensionnés qui, après le 25 août 1939, ont presté des services postérieurement à la date de prise de cours de leur pension et qui demandent la révision de celle-ci.

En effet, le 4° de cet article dispose :

"4° La bonification prévue à l'article 51, tel qu'il a été modifié par l'article 2 D de la loi du 14 juillet 1930, est accordée, s'il y a lieu, pour les services nouveaux exigés au 1° du présent article. Elle est calculée conformément à l'article 53 pour les pensionnés ayant pris part à la guerre 1914-1918.

Le nombre total d'annuités supplémentaires résultant de ce calcul n'est accordé que sous déduction de celles qui ont déjà fait l'objet d'une bonification pour la pension primitive".

Le Conseil d'Etat attire l'attention sur la différence de régime qui, en raison de l'article 45, 4°, va exister entre les bénéficiaires des lois coordonnées sur les pensions militaires.

+

+ +

.../...

L'arrêté royal n°2 du 20 septembre 1951 rendant applicables aux membres du corps expéditionnaire pour la Corée diverses dispositions légales du temps de guerre, prévoit l'application à ces militaires de "l'article 51, alinéas 1er et 2, des lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923 modifié par la loi du 14 juillet 1930". Ce faisant, l'arrêté royal rend également applicable à ces militaires, l'article 53 des mêmes lois qui se réfère à l'article 51. Il s'ensuit que les membres du corps expéditionnaire en Corée auront un régime de pension distinct de celui des militaires de la guerre 1940-1945.

Le Conseil d'Etat signale également que la question se pose de savoir comment seront calculées en application du projet d'article 53bis, les périodes de services effectifs effectués durant la guerre de 1940-1945 lorsqu'elles sont en concours avec celles effectuées au Corps expéditionnaire pour la Corée.

Le projet devrait être complété sur ce point.

\+

\+ \+

L'article 54 des lois coordonnées dispose :

"Le bénéfice des années supplémentaires mentionné à l'article 51 et à l'article 52 sera compté à tous les ayants droit, quel que soit le nombre de leurs années de service.

En conséquence, le nombre d'années de service donnant droit au maximum de la pension sera, s'il y a lieu, dépassé d'un nombre au plus égal à celui des années dont le bénéfice est prévu à l'alinéa précédent".

.../...

Le tableau I annexé aux dites lois qui prévoyait une limitation du nombre d'annuités fut modifié par la loi du 29 juillet 1926 qui remplaça cette limitation par la disposition suivante :

"Le maximum de la pension ne peut, avec le bénéfice de l'article 58, dépasser les trois quarts du traitement de base, ni les neuf dixièmes de ce traitement avec le bénéfice des articles 51 et 52 ou de toutes autres bonifications; ... ".

Cette loi du 29 juillet 1926, en supprimant la limitation du nombre d'annuités, a eu comme résultat d'abroger implicitement l'article 54 des lois coordonnées.

En prévoyant non seulement les bonifications visées aux articles 51 et 52 , mais également "toutes autres bonifications", l'observation du tableau I ne doit pas être modifiée pour y insérer les bonifications prévues par le projet.

\+

\+ +

Suivant l'article 7, le projet produit ses effets le 10 mai 1940. La loi du 9 juillet 1951 a inséré dans les lois coordonnées un nouvel article 45 qui, selon son 8°, "sort ses effets le 1er juillet 1941".

En son article 3, le projet modifie le liminaire de cet article 45. On ne peut dès lors faire rétroagir l'article 3 du projet au 10 mai 1940 mais bien au 1er juillet 1941. Il y a lieu de compléter l'article 7 en conséquence.

\+

\+ +

.../...

L'exposé des motifs du projet rappelle que "les précisions contenues dans la loi projetée n'auront pas seulement effet en matière de pensions militaires, mais aussi en matière de pensions civiles". Il ajoute que "si celui qui s'est trouvé dans une des situations indiquées à l'article 5 du projet n'a pas droit à une pension militaire d'ancienneté, mais à une pension civile, la bonification de services lui sera comptée, d'après les règles établies par le projet, dans le calcul de sa pension civile, en vertu de l'article 6 de la loi du 21 juillet 1844, modifiée par la loi du 3 juin 1920".

En vertu de son article 7, le projet rétroagit au 10 mai 1940; toutefois, "les pensions qui auraient été calculées sur des bases plus favorables seront revisées avec effet au 1er du mois qui suivra la publication de la présente loi au Moniteur belge".

Il y aurait lieu de rendre cette disposition applicable également aux pensions civiles. Il importerait de rédiger l'alinéa 2 de l'article 7 comme indiqué dans le texte ci-après.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat signale enfin que les services effectifs prestés durant la guerre 1914-1918 ont été valorisés pour le calcul de la pension civile, à partir de l'âge de 16 ans comme pour la pension militaire. S'il entre dans les intentions du Gouvernement de prendre une mesure identique pour la guerre 1940-1945, il y aurait lieu de modifier en conséquence la loi du 21 juillet 1844.

\+

\+ \+

.../...

Le Conseil d'Etat propose un texte qui tient compte de ces diverses observations :

PROJET DE LOI COMPLETANT, POUR LA GUERRE 1940-1945, LES LOIS SUR LES PENSIONS MILITAIRES COORDONNEES PAR L'ARRETE ROYAL DU 11 AOUT 1923.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de la Défense nationale sont chargés de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Il est inséré dans les lois sur les pensions militaires, coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, un titre VI intitulé "Dispositions spéciales relatives à la guerre de 1940-1945" qui comprend les articles 70 à 74 ci-après :

"Article 70.- Ne sont pas applicables aux services effectués durant la guerre 1940-1945 :
- l'article 51, alinéas 1er et 2;
- l'article 52, alinéa 1er, modifié par la loi du 29 juillet 1926;
- l'article 53;
- l'article 55.

.../...

Article 71.- § 1er. Lorsqu'un militaire de carrière d'un rang inférieur à celui d'officier a été, au cours de la guerre 1940-1945, commissionné officier auxiliaire et maintenu en service comme officier de réserve, tous les services qu'il a accomplis après son commissionnement entrent en compte comme services accomplis.

Toutefois, la pension est calculée sur le grade et le traitement que l'intéressé aurait obtenus s'il avait presté la totalité de ses services comme militaire au-dessous du rang d'officier.

§ 2. Lorsqu'un militaire pensionné a été réintégré dans les cadres actifs entre le 25 août 1939 et le 14 juin 1949 (soit à la suite d'un rengagement, soit en vertu d'un arrêté royal ou d'une décision ministérielle), son ancienne pension est éteinte au premier du mois suivant sa reprise en service.

La pension à laquelle il peut prétendre par la suite est calculée sur la totalité des services donnant droit à une pension militaire.

Article 72.- Est compté comme service effectif, le temps pendant lequel le militaire résidant en Belgique occupée au cours de la guerre 1940-1945 a effectivement perçu un traitement, une solde, un salaire ou une avance sur traitement ou salaire, ainsi que le temps pendant lequel il était autorisé à exercer temporairement une activité lucrative privée.

.../...

Article 73.- § 1er. Sont comptés double dans le calcul de la pension militaire d'ancienneté, les services effectués durant la guerre 1940-1945 énumérés ci-après :

1° Pour tous les militaires mobilisés: les périodes de service effectif du 10 mai 1940 au 28 mai 1940.
2° Pour les militaires passés légitimement en France: les périodes de service effectif du 29 mai 1940 au 26 juin 1940; pour les militaires passés légitimement en Grande-Bretagne: les périodes de service effectif à partir du 29 mai 1940.
3° Pour les militaires affectés après le 28 mai 1940 au déminage de certaines parties du territoire national sous commandement militaire belge, la durée de l'affectation à ce service.
4° Pour les militaires bénéficiaires de la loi du 18 août 1947 réglant le statut des prisonniers de guerre de 1940-1945: la période pendant laquelle ils sont reconnus comme prisonniers de guerre en application de la dite loi.

La durée ainsi supputée est augmentée de trois mois à titre de congé de repos.

Elle est toutefois augmentée de six mois en faveur des prisonniers évadés :
a) qui ont été pris ou repris en force aux armées visées aux 5° et 6° avant le 6 juin 1944;
b) ou qui, dans ce délai de six mois, ont effectué des services visés aux 8° et 9°.

5° Pour les militaires ayant rejoint les forces belges en Grande-Bretagne, ou les militaires qui, au cours des hostilités, ont été inscrits sur les contrôles d'une force alliée avec l'accord du Gouvernement belge : les périodes de service effectif, à partir

.../...

de la date de leur prise ou reprise en force dans ces armées.

La durée ainsi supputée est augmentée du temps mis pour rejoindre ces forces depuis le départ d'un territoire occupé, de France ou d'un pays neutre, jusqu'à la prise ou la reprise en force dans une des armées visées ci-dessus, sans que ce temps puisse excéder six mois augmenté de la durée de l'internement subi par l'intéressé dans les pays traversés.

6° Pour les militaires en service sur le territoire du Congo belge ou du Ruanda-Urundi le 10 mai 1940, et qui ont fait partie d'un corps expéditionnaire de la force publique: les périodes de service effectif dans la force publique mobilisée.

Pour les militaires ayant rejoint la force publique du Congo belge : les périodes de service effectif dans la force publique mobilisée à partir de leur prise ou reprise en force. La durée ainsi supputée est augmentée du temps mis pour rejoindre la force publique comme il est dit au 5°.

7° Pour les militaires pris ou repris en force à l'armée belge après le 3 septembre 1944: les périodes de service effectif à partir de leur prise ou reprise en force; sont exclus du bénéfice de la présente disposition les militaires condamnés pour crime ou délit contre la sûreté extérieure de l'Etat.

8° Pour les militaires qui ont appartenu au corps des agents de renseignements et d'action ou qui ont été auxiliaires des services de renseignements et d'action, le temps de leur participation à un de ces services ou à l'accomplissement de la mission qui leur fut confiée, augmenté,

.../...

s'ils ont pris le départ de Grande-Bretagne ou y ont été préparés à leur tâche, du temps mis à gagner la Grande-Bretagne, déterminé conformément aux dispositions relatives aux militaires ayant rejoint les forces belges en Grande-Bretagne, ainsi que du temps consacré à leur entraînement.

9°Pour les militaires reconnus comme résistants armés ou résistants par la presse clandestine : la période de service effectif dans la résistance.

10°Pour les militaires qui, dans l'exercice d'une activité militaire, d'agent de renseignements et d'action, de résistant armé ou de résistant par la presse clandestine, ont été arrêtés comme prisonniers politiques et qui bénéficient de la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques : la période de détention qu'ils ont été reconnus avoir subie.

La durée ainsi supputée est augmentée de trois ou six mois comme il est dit au 4°.

11°Pour les militaires qui ont fait partie des équipages de la marine marchande et qui ont navigué sur des navires au service de la Belgique et de ses alliés, le temps pendant lequel ils ont fait partie de ces équipages.

12°Pour les militaires qui ont été membres de la Mission militaire belge de liaison auprès du Haut Commandement allié, instituée par l'arrêté des Ministres réunis en conseil du 20 juin 1944, le temps pendant lequel ils ont appartenu à la Mission

.../...

§ 2. Si les services déterminés au § 1er sont immédiatement suivis d'une hospitalisation, d'un congé de convalescence ou d'une non-activité pour motif de santé à raison d'affection, infirmité ou blessure contractées ou aggravées par le fait de ces services, le temps à compter double est augmenté de la durée de l'hospitalisation, du congé de convalescence ou de la non-activité pour motif de santé.

§ 3. Les périodes à supputer en vertu des §§ 1er et 2 ne sont prises en considération qu'à partir du 10 mai 1940 et jusqu'au 30 septembre 1945.

Article 74.- Pour les militaires ayant pris part à la guerre de 1940-1945, les périodes de service à faire valoir pour l'application de l'article 73 sont totalisées et la fraction de mois que comporte éventuellement le total est comptée pour un mois. En aucun cas, une même période ne peut être retenue plus d'une fois dans le calcul du temps à compter double en vertu de l'article 73.

Si l'intéressé a également participé à la guerre de 1914-1918, les services afférents aux deux guerres sont additionnés dans leur ordre chronologique. Si le total contient une fraction d'année, cette fraction est arrondie à l'année ou au mois commencé, suivant qu'elle comporte ou non des services de la guerre de 1914-1918".

Article 2.- § 1er. La première phrase de l'article 45 des mêmes lois modifié par la loi du 9 juillet 1951, est remplacée par le texte suivant :

.../...

"La pension pour ancienneté de service des militaires de tous rangs qui, après le 25 août 1939, ont presté des services postérieurement à la date de prise de cours de leur pension, peut, sur demande de l'intéressé, être revisée conformément aux règles ci-après :".

§ 2. L'article 45, tel qu'il est modifié ci-dessus, est déplacé et constituera désormais l'article 75.

Article 3.-

La présente loi produit ses effets le 10 mai 1940, à l'exception de l'article 2 qui produit ses effets le 1er juillet 1941.

Les pensions militaires et civiles qui auraient été calculées sur des bases plus favorables seront revisées avec effet au 1er du mois qui suivra la publication de la présente loi au Moniteur belge.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Le Ministre de la Défense nationale,

Het ontwerp voegt in de wetten betreffende de militaire pensioenen, samengeordend bij koninklijk besluit van 11 augustus 1923, een aantal bepalingen in, betrekkelijk op de berekening van de anciënniteitspensioenen van militairen die aan de oorlog 1940-1945 hebben deelgenomen.

Deze nieuwe bepalingen zijn drieërlei :

-de artikelen 2, 5 en 6 betreffen de tijdens de oorlog volbrachte diensten en de wijze waarop zij voor het anciënniteitspensioen worden aangerekend;

-artikel 3 wijzigt artikel 45 dat, zoals het door de wet van 9 juli 1951 in de samengeordende wetten is ingevoegd, betrekking heeft op de herziening van de anciënniteitspensioenen van militairen die tijdens de oorlog nieuwe diensten hebben volbracht;

-de artikelen 1 en 4 handelen over bijzondere gevallen.

\+

\+ +

Daar alle bepalingen van het ontwerp verband houden met de terugslag van de oorlogsjaren 1940-1945 op de anciënniteitspensioenen, adviseert de Raad van State ze samen te brengen in een nieuwe titel VI, die de bestaande wetten zou aanvullen.

Indien deze bepalingen over verscheidene titels van de samengeordende wetten werden verspreid, zou het voor de betrokken militairen moeilijk worden zich rekenschap te geven van de juiste toestand waarin zij komen te verkeren.

.../...

Wanneer de Raad van State voorstelt, de teksten betreffende de oorlog 1940-1945 samen te brengen, dan doet hij dit niet alleen om aan dit bezwaar tegemoet te komen, maar ook met het oog op een gemakkelijker coördinatie van de wetten betreffende de militaire pensioenen, welke coördinatie door artikel 4 van de wet van 9 juli 1951 aan de Koning is opgedragen.

\+

\+ \+

Waar artikel 4 van het ontwerp in de samengeordende wetten een artikel 46 invoegt, is over het hoofd gezien dat de wet van 9 juli 1951 het oorspronkelijk artikel 46 niet volledig heeft opgeheven; letter f is behouden.

Daar deze laatste bepaling betrekking heeft op bijzondere gevallen die een gevolg zijn van de oorlog 1914-1918, adviseert de Raad van State het bepaalde in artikel 46 zonder aanvulling te behouden; artikel 4 van het ontwerp kan een plaats krijgen in titel VI, als artikel 71, § 2.

In dit artikel 4 is voor de oorlog 1940-1945 een bepaling overgenomen, die in een soortgelijke tekst van toepassing is geweest op uit de oorlog 1914-1918 ontstane toestanden (artikel 46, b, van de samengeordende wetten, gewijzigd bij de wet van 29 juli 1926 en opgeheven bij de wet van 9 juli 1951).

.../...

Het gaat om gepensioneerde militairen die tussen 25 augustus 1939 en 14 juni 1949 weder in het actief kader zijn opgenomen, "hetzij ten gevolge van een wederdienstneming, hetzij krachtens een koninklijk besluit". Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg zou dit geen beperkende opsomming zijn; tot de bedoelde wederopneming kan ook bij ministeriële beslissing zijn besloten. Daarom stelt de Raad van State voor, het zindeel dat de verschillende wijzen van wederopneming onvolledig vermeldt, te schrappen.

\+

\+ \+

Volgens artikel 2 van het ontwerp "wordt als werkelijke dienst gerekend de tijd gedurende welke een tijdens de oorlog 1940-1945 in België verblijvende militair feitelijk een wedde, soldij of loon, of een voorschot op de wedde of het loon heeft ontvangen, alsmede de tijd gedurende welke hij toelating had om tijdelijk een private winstgevende activiteit uit te oefenen".

Van zijn kant geeft artikel 5 een opsomming van de periodes van werkelijke dienst die voor de berekening van het militair pensioen dubbel tellen, terwijl artikel 6 bepaalt, hoe die periodes worden aangerekend.

Deze regeling voor de oorlog 1940-1945 verschilt van de regeling volgens de samengeordende wetten betreffende de militaire pensioenen.

.../.../...

Om mogelijke betwistingen te voorkomen, acht de Raad van State het nodig, dat de ontworpen wet de artikelen van de samengeordende wetten die in het algemeen over dezelfde kwestie handelen, buiten toepassing zou verklaren ten aanzien van de oorlogsjaren 1940-1945; dit zijn : artikel 51, eerste en tweede lid, en artikel 52, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 29 juli 1926, die ten aanzien van de oorlog 1940-1945 vervangen worden door de artikelen 2 en 5, §§ 1 en 3, van het ontwerp; artikel 53 dat ten aanzien van de oorlog 1940-1945 door artikel 6 van het ontwerp wordt vervangen; artikel 55 dat ten aanzien van de oorlog 1940-1945 door artikel 5, § 2, van het ontwerp wordt vervangen.

\+

\+ \+

Artikel 5 van het ontwerp geeft een opsomming van de tijdens de oorlog 1940-1945 verrichte diensten, die dubbel zullen tellen voor de berekening van het anciënniteitspensioen.

De opgave van de diensten die volgens het nieuwe, in de samengeordende wetten in te voegen artikel 51 bis in aanmerking komen, begint in sommige nummers met de woorden "voor de militairen", die in andere achterwege blijven.

Deze woorden brengen in herinnering dat het hoofddoel van de wet is, de regelen te bepalen voor de berekening van het anciënniteitspensioen der militairen.

.../...

Alleen onrechtstreeks immers en krachtens bijzondere, in andere wetten voorkomende verwijzingsbepalingen zullen deze regelen in voorkomend geval een terugslag kunnen hebben op de berekening van andere pensioenen, meer bepaald van pensioenen bedoeld in de wet van 21 juli 1844.

Ofwel dient in de opsomming telkens de uitdrukking "militairen" te worden gebruikt, ofwel, daar dit niet volstrekt nodig is, nergens.

Het gemis van eenheid dat het ontwerp terzake vertoont, kan een bron van moeilijkheden worden; het kan namelijk de zienswijze ingang doen vinden dat prestaties, waarvoor de hoedanigheid van militair niet is vereist, alleen in aanmerking komen voor hem die de hoedanigheid van militair bezit op het tijdstip zelf waarop hij ze verricht. Dit is een ernstig gevaar, dat gewichtige gevolgen kan hebben, met name voor hen die zich bij de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië of bij de weermacht in Belgisch-Congo hebben vervoegd maar op het tijdstip, waarop zij de wijk namen om dit te doen, de hoedanigheid van militair nog niet bezaten.

De Raad van State meent te weten, dat in twijfel is getrokken of de Belgen, die de wijk hadden genomen en zich op bevel van de Regering bij de weermacht van Belgisch-Congo hadden vervoegd, ten aanzien van de Belgische wetten ooit militairen zijn geweest.

.../...

Het 2° van dit artikel luidt als volgt :

"voor de militairen die regelmatig naar Frankrijk getrokken zijn : al de periodes die als werkelijke dienst van 29 mei 1940 tot 26 juni 1940 rekenen; voor de militairen die regelmatig naar Groot-Brittannië getrokken zijn, alle periodes van werkelijke dienst van 29 mei 1940 af".

Volgens de aan de Raad van State verstrekte toelichting is er geen verschil tussen "periodes die als werkelijke dienst rekenen" en "periodes van werkelijke dienst". De Raad van State adviseert, eenvormigheid in de terminologie te betrachten. Deze opmerking geldt ook voor 5° en 6° van hetzelfde artikel.

\+

\+ \+

Volgens 4° van dit artikel 5 telt de periode, waarin militairen bij toepassing van de wet van 18 augustus 1947 als krijgsgevangene zijn erkend, dubbel. Er worden namelijk zes maanden aan toegevoegd ten gunste van ontsnapten "die vóór 6 juni 1944 bij de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië of bij de weermacht in Belgisch-Congo in de getalsterkte opgenomen of weder opgenomen werden". De bedoeling is echter, dat deze bepaling toepassing zou vinden niet alleen op hen die in de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië, maar ook op hen die in geallieerde legers bedoeld onder 5°, dienst hebben genomen; daarom stelt de Raad van State voor, het ontwerp in die zin aan te vullen.

.../...

Zes bijkomende maanden worden eveneens toegestaan aan ontsnapten "die binnen die termijn van zes maanden dienst genomen hebben bij een inlichtings- en actiedienst, de gewapende weerstand of de weerstand door de sluikpers". De eis, dat de indiensttreding in het verzet heeft plaats gehad binnen de termijn van zes maanden te rekenen van de ontsnapping, wettigt de vrees dat zij die in het begin van de oorlog de wijk hebben genomen, van het genoemde voordeel verstoken zouden blijven.

Onder 4° wordt tevens een voorbehoud gemaakt : "de Minister van Landsverdediging kan de dubbel aan te rekenen duur inkrimpen zo hij oordeelt dat de gedragingen van de betrokkene te wensen hebben overgelaten".

Volgens de toelichting die aan de Raad van State werd verstrekt, betekent dit voorbehoud niet dat de Minister voortaan over het gedrag van elke krijgsgevangene uitspraak zal doen; de bedoeling is dat niet voor het dubbele zouden worden aangerekend die periodes van krijgsgevangenschap, welke de Minister, op grond van de gedragingen van de betrokkene, niet mocht hebben aangenomen om het statuut van krijgsgevangene bij toepassing van artikel 3 van de wet van 18 augustus 1947 toe te kennen. Is dit de werkelijke betekenis, dan is die bepaling overbodig want 4° zegt reeds, dat alleen voor het dubbele wordt aangerekend de periode "gedurende welke zij krachtens die wet als krijgsgevangene erkend werden".

\+

\+ \+

.../...

Onder 5° van het artikel wordt gehandeld over militairen die zich bij de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië hebben vervoegd en over militairen die, tijdens de vijandelijkheden, met toestemming van de Belgische Regering op de stamlijsten van een geallieerd leger zijn overgeschreven.

Volgens aan de Raad van State verstrekte inlichtingen worden daarmede bedoeld al degenen die zijn ingeschreven op de stamlijsten van de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië, vanzelfsprekend met inbegrip van de Belgische afdeling van de Royal Air Force en van de Belgische afdeling van de Royal Navy, of op de stamlijsten van een der geallieerde strijdkrachten, in dit laatste geval op voorwaarde dat de inschrijving met goedvinden van de Belgische Regering heeft plaatsgehad. Het is voldoende dat de toestemming, die niet altijd vooraf kon worden verkregen, naderhand is gegeven.

\+

\+ \+

De bepaling onder 8° van het artikel regelt de toestand van de leden van het korps der agenten van de inlichtings- en actiediensten en van de helpers dezer diensten.

In hoofde van de belanghebbenden wordt echter alleen rekening gehouden met "de tijd gedurende welke zij aan een inlichtings- en actiedienst meewerkten". Dit is niet geheel adequaat gezegd, want onder de oorlog zijn aan

.../...

leden van het korps losstaande bijzondere opdrachten gegeven die geen medewerking aan de werkzaamheid van een bepaalde inlichtings- en actiedienst inhielden. Evenmin is daarmee aangegeven de tijd waarin de agenten op de uitvoering van hun opdracht werden voorbereid. Beide leemten in de tekst betreffen in het bijzonder die agenten, die van Groot-Brittannië uit vertrokken zijn of er na de bevrijding van een gedeelte van het grondgebied zijn opgeleid.

Deze opleiding was vaak vrij lang, bijvoorbeeld voor radiotelegrafisten, en in ongeveer alle gevallen gevaarlijk, aangezien zij bijna altijd een verhaaste en summiere vorming als parachutist en een zich vertrouwd maken met speciaal op clandestiene werkzaamheid berekende wapens en technieken meebracht.

In de hele opzet van het ontwerp, met name in de regeling van andere toestanden waarop het betrekking heeft, is er geen enkele aanwijzing dat de Regering deze opleidingsperiode voor de toepassing van het nieuwe artikel 51 bis zou wensen uit te sluiten.

Overigens vormt het korps der inlichtings- en actieagenten krachtens artikel 1, tweede lid, van de besluitwet van 16 februari 1946, een eenheid in het leger. De daarin benoemde burgerlijke agenten hebben uitdrukkelijk de hoedanigheid van militair verkregen van de dag van hun benoeming af, dit is van de dag waarop zij met hun opdracht zijn belast. Als deze agenten niet, evengoed als de uit de strijdkrachten komende agenten, het voordeel van artikel 51 bis genoten voor de in opleiding doorgebrachte tijd, zou er in de regeling voor de leden van het korps der agenten van de inlichtings- en actiediensten een moeilijk te verklaren tweeledigheid ontstaan.

.../...

Tenslotte laat de bepaling na, te zorgen voor de valorisatie van de tijd, die naderhand als inlichtings- en actieagenten in dienst getreden Belgen nodig hebben gehad om Groot-Brittannië te bereiken. Hadden de belanghebbenden zich bij de Belgische strijdkrachten vervoegd alvorens naar het korps der inlichtings- en actieagenten over te gaan, dan ware er ongetwijfeld geen moeilijkheid aangezien de duur van de reis in dat geval uit dien hoofde wordt gevaloriseerd; anders is het, wanneer de belanghebbenden zich, bijvoorbeeld wegens hun leeftijd of wegens lichamelijke ongeschiktheid, niet bij die strijdkrachten hebben kunnen vervoegen. In zodanig geval zouden zij, bij ontstentenis van enige tekst, niet op valorisatie kunnen rekenen.

Tenzij de Regering de valorisatie van de reis in zodanig geval wil uitsluiten, zou de tekst onder 8° terzake moeten worden aangevuld.

\+

\+ \+

Luidens 10° van dit artikel 5 telt dubbel de tijd van opsluiting als politiek gevangene "van de militairen in werkelijke dienst of gelijkgestelden".

Volgens de memorie van toelichting vindt deze bepaling toepassing op alle beroepsmilitairen. De woorden "in werkelijke dienst" behoren dus te vervallen; zoniet kan de bepaling geen toepassing vinden op gevallen als

.../...

Artikel 42 van de samengeordende wetten bepaalt : "Een koninklijk besluit duidt de militairen aan, niet vermeld in de eerste kolom der twee tarieven van tabel I, die, onder opzicht van 't pensioen, met de onderscheidene in die kolommen vermelde graden worden gelijkgesteld". Het koninklijk besluit van 2 januari 1924 dat deze gelijkstellingen in graad heeft verricht, noemt onder de militairen voor wie zulk een gelijkstelling dient plaats te hebben, de officieren van de koopvaardijvloot die tijdens de vijandelijkheden voor rekening van het departement van oorlog hebben gevaren.

Is de Regering voornemens de onder de oorlog 1940-1945 in de koopvaardijvloot ten voordele van de geallieerden verrichte diensten aan te merken als militaire diensten, naar het voorbeeld van wat in 1914-1918 werd gedaan, dan behoeft het ontwerp aanvulling. De Raad van State moge er op wijzen, dat zulk een bepaling ook haar belang zou hebben voor de toepassing van artikel 6 B van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen, gewijzigd bij de wet van 3 juni 1920.

Evenmin spreekt het ontwerp over het personeel van de Belgische militaire zending voor verbinding bij het geallieerd opperbevel, ingesteld bij het besluit der in raad vergaderde Ministers van 20 juni 1944. Deze zending omvatte een sectie bestaande uit militaire verbindingsofficieren, een sectie bestaande uit de zending voor burgerlijke zaken en een sectie bestaande uit de militaire parketten, de aan het Hoog Commissariaat voor 's Rijks veiligheid toegevoegde officieren, de administrateur van de veiligheid van de Staat en de daartoe aangewezen officieren en beambten van dit bestuur, en uit

.../...

officieren van gerechtelijke politie, helpers van de militaire parketten, gekozen onder het personeel der rijkswacht.

In dit personeel moeten enerzijds de uit de Belgische strijdkrachten afkomstige leden van de zending, anderzijds de leden van de tweede en de derde sectie, die nooit tot die strijdkrachten hebben behoord, worden onderscheiden. De eerste soort valt binnen de voorzieningen van 5° van het nieuwe artikel 51 bis, maar het ziet er niet naar uit dat van de anderen, op grond van het feit dat zij tot de zending hebben behoord, hetzelfde kan worden gezegd. Wil men dus vermijden een tweeledige regeling voor het personeel der zending te bekrachtigen, dan dient de toestand door een bijzondere tekst te worden geregeld.

In dit verband moge worden opgemerkt, dat artikel 7 van de besluitwet van 3 februari 1944 tot oprichting van het kader der officieren-adviserus voor burgerlijke zaken de titels II, III en IV (afdelingen 2 en 3) van de samengeordende wetten betreffende de militaire pensioenen reeds van toepassing heeft verklaard op de adviseurs voor burgerlijke zaken, en dat artikel 3 van het besluit van de in raad vergaderde Ministers van 23 juni 1944 tot vaststelling van de rang die sommige ambtenaren en beambten van het bestuur van de veiligheid van de Staat in het leger zullen bekleden, op deze laatsten de samengeordende wetten betreffende de militaire pensioenen in hun geheel van toepassing heeft verklaard.

.../...

Ook hier zou de toepassing van artikel 6 B van de wet van 21 juli 1844 gewijzigd bij de wet van 3 juni 1920 een bron van moeilijkheden kunnen worden als dienaangaande geen uitdrukkelijke bepaling in het ontwerp voorkwam.

Paragraaf 2 van het ontworpen artikel 51 bis bepaalt, dat de duur van het verblijf in het ziekenhuis en van het herstelverlof die onmiddellijk op de in § 1 genoemde diensten zijn gevolgd, eveneens dubbel worden geteld, mits dit verblijf of verlof veroorzaakt is door een kwaal, gebrek of verwonding, opgedaan of verergerd door deze diensten.

Opdat deze bepaling aan de bedoeling van de Regering zou beantwoorden, stelt de Raad van State voor, ook de non-activiteit om gezondheidsredenen te vermelden; deze wordt immers als een afwezigheid om gezondheidsredenen aangemerkt door het koninklijk besluit van 2 oktober 1950 betreffende de afwezigheid om gezondheidsredenen van de officieren en de beroepsmilitairen van lagere rang.

\+

\+ \+

Om bij de berekening van het pensioen dubbel te tellen, moeten de diensten begrepen zijn in de opsomming van het ontworpen artikel 51 bis en moeten zij tussen 10 mei 1940 en 30 september 1945 zijn volbracht. Volgens het ontworpen artikel 53 bis worden de dubbel aan te rekenen periodes opgeteld en wordt een gedeelte van een maand voor een volle maand gerekend, omvat het totaal der tijdens de oorlog 1914-1918 en de oorlog 1940-1945 verrichte diensten een gedeelte van een jaar, dan wordt dit gedeelte afgerond op het begonnen jaar of op de begonnen maand, naargelang het al dan niet diensten van de oorlog 1914-1918 omvat.

.../...

De in deze artikelen 51 bis en 53 bis ontworpen regeling verschilt van die welke in de artikelen 51 en 53 van de samengeordende wetten is vastgesteld.

De Raad van State merkt op, dat artikel 45, dat de wet van 9 juli 1951 in de samengeordende wetten heeft ingevoegd en waarvan het ontworpen artikel 3 de inleidende volzin wijzigt, andersluidende voorzieningen treft ten aanzien van gepensioneerde militairen die, later dan 25 augustus 1939, diensten hebben volbracht nadat hun pensioen was ingegaan, en die de herziening van dat pensioen aanvragen.

De tekst onder 4° van dat artikel zegt :

"4° De dienstjarentoeslag, bepaald bij artikel 51, zoals het is gewijzigd bij artikel 2, D, van de wet van 14 juli 1930, wordt bij voorkomend geval verleend voor de nieuwe dienst vereist bij 1° van dit besluit. Hij wordt berekend overeenkomstig artikel 53, voor de gepensioneerden die aan de oorlog 1914-1918 deel genomen hebben.

Het totaal getal bijkomende annuïteiten door die berekening bekomen, wordt slechts toegekend na aftrek van die, waarvoor reeds bij het oorspronkelijk pensioen een dienstjarentoeslag werd verleend".

De Raad van State wijst op het verschil in behandeling welke ingevolge artikel 45, 4°, tussen de gerechtigden van de samengeordende wetten betreffende de militaire pensioenen zal bestaan.

\+

\+ \+

.../...

Het koninklijk besluit nr 2 van 20 september 1951 waarbij verschillende in oorlogstijd geldende wetsbepalingen op de leden van het Expeditiekorps voor Korea van toepassing worden verklaard, bepaalt dat op deze militairen toepassing vindt "artikel 51, eerste en tweede lid, van de wetten op de militaire pensioenen samengeordend bij koninklijk besluit van 11 augustus 1923, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1930". Daardoor wordt meteen artikel 53 van genoemde wetten, dat naar artikel 51 verwijst, op die militairen van toepassing. Hieruit volgt, dat de leden van het Expeditiekorps voor Korea een ander pensioenregeling zullen genieten dan de militairen van de oorlog 1940-1945.

De Raad van State wijst er op dat de vraag gewettigd is, hoe, bij toepassing van artikel 53 bis van het ontwerp,de periodes van werkelijke dienst volbracht tijdens de oorlogsjaren 1940-1945 zullen worden berekend wanneer zij samen met periodes van werkelijke dienst bij het Expeditiekorps voor Korea in aanmerking komen.

Het ontwerp behoort dienaangaande aangevuld te worden.

\+

\+ \+

Artikel 54 van de samengeordende wetten bepaalt:

"Het bij artikel 51 en bij artikel 52 vermelde voordeel der bijkomende jaren zal al den rechthebbenden toegekend worden, welk ook het aantal hunner dienstjaren weze.

.../...

Diensvolgens zal, zo nodig, het aantal dienstjaren, welke op het maximum van het pensioen recht verlenen, verhoogd worden met een getal jaren welk dit, waarvan het voordeel bij voorgaand lid voorzien is, niet te boven gaat".

De bij genoemde wetten gevoegde tabel I, die het aantal annuïteiten beperkte, werd gewijzigd bij de wet van 29 juli 1926, welke deze beperking door de volgende bepaling verving :

"Het maximum van het pensioen mag, met het voordeel bij artikel 58, niet de drie vierden overschrijden van de grondslagwedde, noch de negen tienden van deze wedde met het voordeel bij de artikelen 51 en 52 of van gelijk welke andere vergoedingen ; ...".

Door de beperking van het aantal annuïteiten af te schaffen, heeft deze wet van 29 juli 1926 impliciet artikel 54 van de samengeordende wetten gewijzigd.

Aangezien de opmerking in tabel I niet alleen de in artikelen 51 en 52 bedoelde bonificaties vermeldt maar bovendien "gelijk welke andere vergoedingen", is het niet nodig ze te wijzigen om er de door het ontwerp ingevoerde bonificaties in op te nemen.

+

\+ +

.../...

Volgens artikel 7 heeft het ontwerp uitwerking met ingang van 10 mei 1940. De wet van 9 juli 1951 heeft in de samengeordende wetten een nieuw artikel 45 ingevoegd, dat volgens 8° "uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1941".

Artikel 3 van het ontwerp wijzigt de inleidende volzin van artikel 45. Derhalve kan artikel 3 van het ontwerp niet terugwerken tot 10 mei 1940, wel tot 1 juli 1941. Artikel 7 behoort dienovereenkomstig te worden aangevuld.

\+

\+ \+

De memorie van toelichting herinnert er aan, dat "de in de ontworpen wet vervatte bepalingen niet alleen op gebied van militaire pensioenen, maar eveneens op gebied van burgerlijke pensioenen van toepassing zullen zijn". Ze voegt er aan toe : "Zo iemand, die in een van de in artikel 5 van het ontwerp aangegeven toestanden verkeerd heeft, niet op een militair dienstpensioen doch wel op een burgerlijk pensioen recht heeft, zal, volgens de bij het ontwerp gestelde regelen, de dienstbijslag voor zijn burgerlijk pensioen toegekend worden, krachtens artikel 6 der wet van 21 juli 1844, gewijzigd bij de wet van 3 juli 1920".

.../...

Volgens artikel 7 werkt het ontwerp terug tot 10 mei 1940 ; nochtans zullen "pensioenen die op gunstiger grondslag mochten berekend zijn, worden herzien met ingang van de eerste der maand volgend op de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad".

Ook op de burgerlijke pensioenen zou deze bepaling toepassing moeten vinden. Daarom stelle men het tweede lid van artikel 7 zoals in de hierna volgende tekst.

+

\+ +

Ten slotte wijst de Raad van State er op, dat de werkelijke dienst verricht tijdens de oorlogsjaren 1914-1918 voor de berekening van het burgerlijk pensioen is gevaloriseerd vanaf de leeftijd van zestien jaar, zoals voor het militair pensioen.Wenst de Regering een zelfde maatregel te treffen voor de oorlog 1940-1945, dan zou de wet van 21 juli 1844 dienovereenkomstig moeten worden gewijzigd.

+

\+ +

.../...

De Raad van State stelt een tekst voor, waarin met alle gemaakte opmerkingen rekening is gehouden :

ONTWERP VAN WET TOT AANVULLING, MET BETREKKING TOT DE OORLOG 1940-1945, VAN DE WETTEN BETREFFENDE DE MILITAIRE PENSIOENEN, SAMENGEORDEND BIJ HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 11 AUGUSTUS 1923.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Landsverdediging zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

In de wetten betreffende de militaire pensioenen, samengeordend bij het koninklijk besluit van 11 augustus 1923, wordt een titel VI : "Bijzondere bepalingen betreffende de oorlog 1940-1945" ingevoegd, bestaande uit de volgende artikelen 70 tot 74 :

.../...

"Artikel 70.- Op de diensten verricht tijdens de oorlog 1940-1945 vinden geen toepassing :

- artikel 51, eerste en tweede lid ;
- artikel 52, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 29 juli 1926 ;
- artikel 53 ;
- artikel 55.

Artikel 71.- § 1. Wanneer een beroepsmilitair beneden de rang van officier tijdens de oorlog 1940-1945 tot hulp-officier aangesteld en als reserveofficier in dienst gehouden werd, komen alle diensten welke hij na zijn aanstelling heeft volbracht, als volbrachte diensten in aanmerking.

Het pensioen wordt echter berekend volgens de graad en de wedde welke de betrokkene zou hebben verkregen, indien hij al zijn diensten als militair beneden de rang van officier had volbracht.

§ 2. Wanneer een gepensioneerd militair (hetzij ten gevolge van een wederdienstneming, hetzij krachtens een koninklijk besluit of een ministeriële beslissing) weder in het actief kader opgenomen is tussen 25 augustus 1939 en 14 juni 1949, vervalt zijn vroeger pensioen de eerste van de maand volgend op zijn wederopneming.

Het pensioen waarop hij daarna aanspraak kan maken, wordt berekend op de gezamenlijke diensten welke recht geven op een militair pensioen.

.../...

Artikel 72.- Als werkelijke dienst wordt aangerekend de tijd gedurende welke een onder de oorlog 1940-1945 in bezet België verblijvend militair werkelijk een wedde, soldij of loon, of een voorschot op wedde of loon heeft ontvangen, alsook de tijd gedurende welke hij toelating had om tijdelijk een private winstgevende activiteit uit te oefenen.

Artikel 73.- § 1. Bij de berekening van het militair anciënniteitspensioen tellen dubbel de hierna genoemde, tijdens de oorlog 1940-1945 volbrachte diensten :

1° voor alle gemobiliseerde militairen : de periodes van werkelijke dienst van 10 mei 1940 tot 28 mei 1940 ;

2° voor militairen die op wettige wijze naar Frankrijk zijn getrokken : de periodes van werkelijke dienst van 29 mei 1940 tot 26 juni 1940 ; voor militairen die op wettige wijze naar Groot-Brittannië zijn getrokken: de periodes van werkelijke dienst van 29 mei 1940 af ;

3° voor militairen die na 28 mei 1940 bij de ontmijning van sommige delen van het nationaal grondgebied onder Belgisch militair commando zijn te werk gesteld: de duur van de tewerkstelling bij deze dienst ;

4° voor militairen die onder toepassing vallen van de wet van 18 augustus 1947 houdende regeling van het statuut der krijgsgevangenen van 1940-1945 : de periode waarvoor zij krachtens die wet als krijgsgevangene zijn erkend

.../...

De aldus aangerekende tijd wordt vermeerderd met drie maanden wegens rustverlof.

Die tijd wordt evenwel met zes maanden vermeerderd ten gunste van ontsnapte krijgsgevangenen :

a) die vóór 6 juni 1944 in de getalsterkte van de onder 5° en 6° genoemde strijdkrachten opgenomen of weder opgeromen werden ;

b) of die binnen deze termijn van zes maanden, diensten als bedoeld onder 8° en 9° hebben verricht ;

5° voor militairen die zich bij de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië vervoegd hebben, of voor militairen die, tijdens de vijandelijkheden, met toestemming van de Belgische Regering op de stamlijsten van een geallieerd leger werden ingeschreven : de periodes van werkelijke dienst, vanaf de datum van opneming of wederopneming in de getalsterkte van die legers.

De aldus aangerekende tijd wordt vermeerderd met de tijd die nodig was om zich bij die strijdkrachten te vervoegen, vanaf het vertrek uit een bezet gebied, uit Frankrijk of uit een neutraal land, tot de opneming of wederopneming in de getalsterkte van een der hierboven bedoelde legers, met dien verstande dat die tijd niet meer mag bedragen dan zes maanden, verhoogd met de duur van de internering in de doorreisde landen;

.../...

6° voor militairen die op 10 mei 1940 op het grondgebied van Belgisch-Congo of van Ruanda-Urundi in dienst waren en tot een expeditiekorps van de weermacht hebben behoord : de periodes van werkelijke dienst bij de gemobiliseerde weermacht.

Voor militairen die zich bij de weermacht in Belgisch-Congo vervoegd hebben : de periodes van werkelijke dienst bij de gemobiliseerde weermacht vanaf hun opneming of wederopneming in de getalsterkte. De aldus aangerekende tijd wordt vermeerderd met de tijd die nodig was om zich bij de weermacht te vervoegen, zoals onder 5° is bepaald;

7° voor militairen die na 3 september 1944 in de getalsterkte van het Belgisch leger opgenomen of weder opgenomen werden : de periodes van werkelijke dienst, vanaf hun opneming of wederopneming in de getalsterkte; voor deze bepaling komen niet in aanmerking militairen die wegens misdaad of wanbedrijf tegen de uitwendige veiligheid van de Staat zijn veroordeeld;

8° Voor militairen die tot het korps der inlichtings- en actieagenten hebben behoord of die helpers bij inlichtings- en actiediensten zijn geweest : de tijd van hun medewerking aan een dezer diensten of aan het volbrengen van de hun toevertrouwde opdracht, vermeerderd, indien zij van Groot-Brittannië uit vertrokken zijn of er op hun taak zijn voorbereid, met de tijd die zij nodig hebben gehad om Groot-Brittannië te bereiken, welke tijd wordt vastgesteld overeenkomstig het bepaalde betreffende de militairen die zich bij de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië hebben vervoegd, alsook met de aan hun opleiding bestede tijd ;

.../...

9° voor militairen die als gewapend weerstander of als weerstander door de sluikpers zijn erkend : de periode van werkelijke dienst in het verzet ;

10° voor militairen die, in de uitoefening van een militaire activiteit, van inlichtings- en actieagent, gewapende weerstander of weerstander door de sluikpers, als politiek gevangene zijn aangehouden en die in aanmerking komen voor de wet van 26 februari 1947 het statuut regelende van de politieke gevangenen: de periode van opsluiting waarvan erkend is dat zij ze hebben doorgemaakt

De aldus aangerekende tijd wordt vermeerderd met drie of zes maanden zoals onder 4° is bepaald;

11° voor militairen die tot de bemanning van de koopvaardijvloot hebben behoord en die op schepen in dienst van België en diens geallieerden hebben gevaren :de tijd waarin zij tot die bemanning hebben behoord ;

12° voor militairen die lid zijn geweest van de Belgische militaire zending voor verbinding bij het geallieerd opperbevel, ingesteld bij het besluit der in raad vergaderde Ministers van 20 juni 1944 : de tijd waarin zij tot de zending hebben behoord.

§ 2. Zo de in § 1 bepaalde diensten onmiddellijk gevolgd werden door een opneming in een ziekenhuis, door een herstelverlof of door een non-activiteit om gezondheidsredenen, wegens een door deze diensten veroorzaakte of verergerde kwaal, gebrekkelijkheid of verwonding, wordt de dubbel aan te rekenen tijd vermeerderd met de duur van het verblijf in het ziekenhuis, van het herstelverlof of van de non-activiteit om gezondheidsredenen.

.../...

§ 3. De krachtens de §§ 1 en 2 aan te rekenen periodes worden slechts van 10 mei 1940 en tot 30 september 1945 in aanmerking genomen.

Artikel 74.- Voor militairen die aan de oorlog 1940-1945 hebben deelgenomen, worden de voor de toepassing van artikel 73 in aanmerking te nemen dienstperiodes samengeteld en wordt het eventueel in het totaal begrepen gedeelte van een maand voor een maand gerekend. In geen geval mag een zelfde periode meer dan eenmaal in aanmerking worden genomen voor het berekenen van de tijd die krachtens artikel 73 dubbel telt.

Indien de belanghebbende ook aan de oorlog 1914-1918 heeft deelgenomen, worden de over de twee oorlogen lopende diensten in chronologische volgorde samengeteld. Omvat het totaal een gedeelte van een jaar, dan wordt dat gedeelte afgerond op het begonnen jaar of op de begonnen maand, naargelang het al dan niet diensten van de oorlog 1914-1918 omvat".

Artikel 2.-

§ 1. De eerste volzin van artikel 45 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1951, wordt door volgende tekst vervangen :

"Het anciënniteitspensioen van de militairen van alle rang, die later dan 25 augustus 1939 diensten hebben verricht na de datum van ingang van hun pensioen, kan op verzoek van de belanghebbende overeenkomstig onderstaande regelen worden herzien."

.../...

§ 2. Het aldus gewijzigde artikel 45 wordt van plaats veranderd en wordt artikel 75.

Artikel 3.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 10 mei 1940, met uitzondering van artikel 2, dat uitwerking heeft op 1 juli 1941.

Militaire en burgerlijke pensioenen die op gunstiger grondslag mochten berekend zijn, zullen worden herzien, met uitwerking op de eerste van de maand volgend op de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président, voorzitter,
	J.COYETTE, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L.FREDERICQ, J.LIMPENS,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.
Le rapport a été présenté par M.REMION, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE. Het verslag werd uit gebracht door de H.REMION, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.